



Paris, le 05 juillet 2011

Communiqué

Bureau national

Suppression de la durée légale du travail : la loi de la jungle

L'une des principales mesures présentée lors de la convention de l'UMP sur la refonte du dialogue social est la suppression des 35 heures si Nicolas Sarkozy est réélu en 2012. Les 35 heures, c'est décidément une obsession pour la droite. En janvier dernier, N. Sarkozy expliquait que les 35 heures n'existaient plus en France. Aujourd'hui, l'UMP nous annonce qu'il faut les supprimer.

Mais, derrière cette annonce, se cache en fait non pas la suppression des 35 heures, mais la suppression pure et simple de toute durée légale du temps de travail, et donc du seuil de déclenchement des heures supplémentaires.

La volonté de la droite est de renvoyer à la négociation par branche ou par entreprise la détermination du temps de travail. C'est une régression sociale sans précédent ! La principale conséquence d'une telle mesure serait d'organiser une concurrence généralisée entre entreprises et salariés sur le temps de travail. Elle ne ferait qu'engager une course au moins disant social : sans la protection de la loi, les salariés seront soumis au chantage du travailler plus, sans heures supplémentaires, pour conserver leur emploi. Cette proposition ne pourra conduire qu'à une atomisation du droit de travail d'autant plus qu'en inversant la hiérarchie des normes dans la loi de 2008, la droite a déjà permis de déroger aux accords de branche par de simples accords d'entreprise.

Manifestement, pour Nicolas Sarkozy et pour l'UMP, la durée du travail est réduite à un critère de concurrence entre les entreprises, au mépris du respect des conditions de travail et de la santé des salariés.

En effet, non seulement les 35 heures ont permis de créer 350 000 emplois lors de leur mise en œuvre, non seulement elles ont permis de sauver de nombreux emplois pendant la crise, grâce à l'annualisation du temps de travail qui permet plus de souplesse, mais surtout, elles ont permis des progrès importants pour les salariés, qui seraient ainsi brutalement remis en cause.

Contrairement aux mensonges de la droite, les Français ne travaillent pas moins que leurs voisins. C'est même le contraire dans certaines branches. Si la France a un problème de compétitivité, ce n'est pas le travail des Français qui est en cause. C'est un modèle économique qui n'a pas été modernisé depuis 10 ans.

Ce n'est pas en détricotant encore plus le droit social, en faisant de la durée du travail un facteur de concurrence, que notre pays retrouvera la voie de la compétitivité et que le dialogue social sera relancé. A l'opposé de cette politique, le Parti socialiste renforcera la négociation collective à tous les niveaux et rétablira la hiérarchie des normes en matière de droit social. Le niveau de négociation à l'échelle des branches sera privilégié, alors que la droite l'a marginalisé.